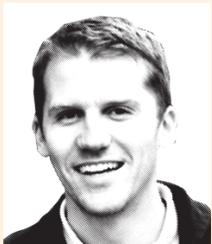


Non, un pays n'est pas une entreprise



GILLES VANDEN BURRE

Député fédéral Ecolo

Suite aux dysfonctionnements, manques de coordination et problèmes de communication constatés au sein de nos services dans la foulée des attentats du 22 mars dernier, de nombreux chefs d'entreprise sont montés au créneau, dans la presse flamande, pour dénoncer le manque criant d'efficacité des structures et de prise de responsabilité de notre système politique.

Ce mouvement a été initié par Johnny Thijs, ancien CEO de Bpost, suivi par de nombreux de ses collègues: Roland Duchatelet (CEO Melexis et ex-président du Standard), Bruno Segers (ex CEO Real Dolmen), ou encore Geert Noels (ex Chief Economist Petercam).

Ces analyses arrivent systématiquement aux mêmes conclusions: si notre pays était dirigé comme une entreprise, les structures institutionnelles seraient revues, l'argent public mieux investi et les problèmes gérés de manière plus professionnelle avec une cellule de crise focalisée sur chaque enjeu particulier (mobilité, sécurité, emploi, budget...) assorti d'un plan d'action et d'un reporting régulier vers le niveau hiérarchique supérieur.

Comparaison tentante

Ayant moi-même travaillé 12 ans dans le monde de l'entreprise avant de devenir député, ce type de parallèle ne me laisse pas indifférent. Il est vrai que c'est tentant de comparer la Belgique à une société anonyme (SA) avec un CEO (le Premier Ministre), un Comité de direction (le gouvernement) et un Conseil d'Administration (le Parlement).

Comparaison n'est pourtant pas raison et ma conviction est qu'un pays ne peut pas être géré comme une entreprise.

Tout d'abord, reconnaissons qu'il est

intéressant de voir plusieurs patrons d'entreprises importantes se préoccuper de l'avenir de notre pays et de son fonctionnement. Même si le ton est parfois «donneur de leçons», il y a certainement des enseignements utiles à retirer de leur expérience. De manière plus générale, on pourrait même plaider pour qu'il y ait davantage d'entrepreneurs dans les couloirs du parlement et dans les cabinets ministériels, au même titre que des professeurs, des ouvriers, des artisans ou des médecins... bref, plus de personnalités issues de la société civile avec un vécu de terrain spécifique.

Pour en revenir aux différences d'approche entre une gestion d'entreprise et une gestion publique, deux éléments principaux méritent d'être mis en avant.

Premièrement: l'objectif. En effet, c'est enseigné dès le début des études économiques ou commerciales, le but de toute entreprise est de maximiser son profit.

Même si cette orthodoxie théorique est heureusement en train d'évoluer et que de nombreuses sociétés intègrent aujourd'hui des objectifs sociaux ou environnementaux, on peut considérer que la rentabilité reste, dans la plupart des cas, la principale finalité. Celle-ci se traduit par des résultats chiffrés qui sont régulièrement analysés afin d'évaluer la performance de l'ensemble de l'organisation et de déduire toute une série d'indicateurs mesurant les facteurs clés les plus pertinents.

Quels buts poursuivre?

Pour un gouvernement, définir un but en particulier, qui soit tout à fait objectif, se révèle beaucoup plus périlleux. Est-ce la qualité de vie de ses administrés, le taux d'emploi, la qualité des services publics, le financement de la sécurité sociale ou le strict respect de l'équilibre budgétaire?

En tant qu'écologiste, j'y ajouterais volontiers la réduction des émissions de CO2 et l'impact environnemental des décisions prises. On le voit bien, le nombre d'objectifs à atteindre est vaste, diversifié, interconnecté et la pondération de chacun d'eux dépendra de l'idéologie politique du ou des partis au pouvoir. Cela ne veut évidemment pas dire que le monde politique travaille sans but. Simplement, il peut difficilement n'y avoir qu'un seul objectif qui sorte du lot de manière naturelle.

Cette complexité se traduit également dans l'évaluation chiffrée de l'action d'un gouvernement et dans la plus grande difficulté à résumer ses résultats uniquement à l'aide d'une série d'indicateurs analytiques.

Le deuxième élément a trait au mode



Suite aux dysfonctionnements constatés dans la foulée des attentats du 22 mars dernier, de nombreux chefs d'entreprise sont montés au créneau pour dénoncer le manque criant d'efficacité de la sphère publique. © AFP

Une entreprise n'est généralement pas une démocratie et elle ne doit pas constamment chercher le bon équilibre entre des positions divergentes, partie inhérente de notre processus démocratique.

de prise de décision. En entreprise, il y a une hiérarchie claire qui prend les décisions stratégiques et opérationnelles de façon plus ou moins participative en fonction des organisations.

Processus décisionnel

Dans notre démocratie, toute nouvelle disposition (loi, arrêté ministériel ou royal, décret, ordonnance...) doit à la fois réunir une majorité politique et tenir compte des pressions exercées par l'opinion publique, par les médias, et par la société civile (syndicats, ONG, asbl, groupements citoyens...). Sans compter qu'à chaque débat important, les cartes sont redistribuées et que les alliés d'un jour peuvent subitement se transformer en opposants.

Ce constat ne dédouane en rien nos institutions et nos différents niveaux de pouvoir de parfois réagir trop lentement ou de prendre des décisions peu efficaces, mais il met en lumière à quel point le processus décisionnel est fondamentalement distinct de ce qui est rencontré dans le contexte entrepreneurial.

Une entreprise n'est généralement pas une démocratie et elle ne doit pas

constamment chercher le bon équilibre entre des positions divergentes, partie inhérente de notre processus démocratique.

En conclusion, il est important de répéter à quel point le niveau politique se doit d'encourager les interactions avec la société civile et de s'en inspirer autant que faire se peut. Ceci étant dit, il ne faut pas tomber dans l'extrême inverse et simplifier le problème à outrance afin de pouvoir y appliquer des solutions managériales classiques, comme l'ont fait récemment certains grands patrons.

Non, un pays n'est pas une S.A., les citoyens ne sont pas des actionnaires et les gouvernements ne peuvent dès lors pas «simplement» répliquer un modèle entrepreneurial visant la maximisation du profit. Les mondes de l'entreprise et de la politique ont intérêt à s'écouter et à se comprendre mutuellement au bénéfice d'une meilleure gestion de nos biens communs.

Une simplification des enjeux, voire une caricature du fonctionnement des pouvoirs publics, ne mènera qu'à une discussion stérile et contre-productive. Faisons le bon choix.

De l'influence du soft power russe à l'égard de la Lettonie

De nombreux gouvernements voient le soft power prendre une place croissante dans leur politique étrangère. La Russie en est un exemple intéressant, depuis notamment les années 2000.

Réprésentant les méthodes et les moyens mis en œuvre par des États dans le but de diffuser des messages s'appuyant essentiellement sur des éléments idéologiques et/ou culturels, l'objectif de stratégies de soft power (puissance douce) mises en place par des gouvernements est de développer une influence du pays sur la scène internationale, sans pour autant recourir à la violence.

Les médias d'information représentent un canal important du soft power. La Russie développe ainsi sa politique étrangère en y intégrant une stratégie de communication internationale reposant sur des médias financés par l'État.

Parmi les médias utilisés par la Russie se trouve la chaîne internationale d'information RT (auparavant Russia Today). Cette dernière émet en plusieurs langues (notamment en anglais). Le réseau international multimédia Sputnik occupe également une place intéressante au cœur de cette stratégie du gouvernement russe.

Un objectif évident de la stratégie de communication russe consiste à développer le poids médiatique et diplomatique du pays sur la scène internationale tout en offrant un regard russe sur l'actualité internationale, une alternative à la vision présentée par certains médias occidentaux (par exemple sur la crise ukrainienne) et

régulièrement perçue par la Russie comme des tentatives de propagande agressive à son encontre.

Comment s'exerce ce soft power russe auprès de ses voisins et notamment de la Lettonie, par ailleurs membre de l'Union européenne?

Les relations complexes de la Lettonie avec le voisin russe

Membre de l'Otan, de l'Union européenne et de la zone euro, la République de Lettonie reste peu connue chez nous. Relativement peu d'informations circulent chez nous sur ce pays. Avec la Lituanie et l'Estonie, elle est l'un des trois pays baltes membres de l'Union européenne depuis une dizaine d'années. Ancienne république soviétique, la Lettonie dispose d'une frontière à l'est avec la Russie.

Les relations de la Lettonie avec le voisin russe ne sont pas des plus simples. Une importante minorité russophone est présente en Lettonie. L'URSS a en effet annexé la Lettonie durant la Seconde Guerre mondiale. De nombreux Lettons ont alors été déportés en Sibérie alors que des populations russophones étaient envoyées en Lettonie. Les Russes ethniques représentent aujourd'hui plus d'un tiers de la population du pays.

Une influence via la minorité russophone

Depuis la fin de l'Union soviétique, la Russie considère les anciens membres de l'Union soviétique comme son «étranger tout proche» (near abroad), c'est-à-dire une zone sur laquelle son influence pour-

Une manière pour la Russie d'exercer son soft power est la mise en exergue des violations des droits de l'Homme des Russes ethniques par le gouvernement letton.

rait être exercée à nouveau, de manière croissante. Afin de pouvoir développer son influence au-delà de ses frontières, et notamment vis-à-vis de la minorité russophone importante dans un pays membre de l'Union européenne et de l'Otan comme la Lettonie, la Russie peut s'appuyer sur son soft power.

Le gouvernement russe a ainsi développé les liens tant linguistiques que culturels avec la minorité ethnique russe en Lettonie. Il a notamment soutenu l'ouverture de deux centres linguistiques russes en Lettonie.

Les médias (journaux, télévisions) en langue russe continuent quant à eux d'exister en Lettonie et apparaissent comme une source importante d'informations pour les Russes ethniques présents en Lettonie. Une manière pour la Russie d'exercer son soft power de façon effective vis-à-vis de la Lettonie est la mise en exergue des violations des droits de l'Homme des Russes ethniques par le gouvernement letton. Il y a quelques semaines, les autorités lettonnes ont néanmoins bloqué l'accès au domaine du site de l'agence de presse internationale Sputnik, considéré comme un site de propagande des autorités russes.

La vraie question demeure de savoir quel effet les initiatives et actions du gouvernement russe ont réellement sur les Russes ethniques en Lettonie et notamment sur la jeune génération, celle qui est née après la chute de l'Union soviétique: se sent-elle plus proche de la Russie ou, au contraire, de l'Europe et des valeurs qu'elle représente?



À la frontière russo-lettonne. © REUTERS



STÉPHANIE HENG

Experte en communication, membre du PRE-CoM (Pôle de recherches sur la communication et les médias) — Université Saint-Louis — Bruxelles